



INTERVIEW DE CYRIA EMELIANOFF

Interview réalisée par Dominique Pialot, le 9 juillet 2013



Cyria Emelianoff, Maître de conférences en géographie, aménagement et urbanisme à Université du Maine (Le Mans). Elle a coordonné plusieurs programmes de recherches sur le sujet: "Risques, vulnérabilité et politiques de développement durable en milieu urbain" à l'Université du Maine; "L'investissement habitant des lieux et milieux de vie: une condition du renouvellement urbain?" au PUCA (Plan Urbanisme Construction et Architecture).

Quels sont de votre point de vue les principaux enjeux de la ville durable aujourd'hui ?

Ce sont des enjeux qui évoluent au fil du temps, et qui concernent à la fois la transition socio-économique et la transition énergétique. A l'enjeu principal de lutte contre le changement climatique s'ajoutent des enjeux plus endogènes qui varient d'une ville à l'autre.

Une ville durable, c'est une ville qui facilite l'accès à l'emploi et limite la ségrégation socio-spatiale à l'intérieur des villes.

Cela pose aussi la question de la démocratisation des choix des politiques publiques en matière de projets urbains.

Comment définiriez-vous la ville durable « à la française » ?

Chaque ville durable est le résultat d'une histoire singulière et d'une volonté politique forte. Mais il est vrai qu'un portage étatique fort, via le Grenelle de l'Environnement et le ministère de l'Environnement, a permis de toucher de nombreux territoires et des communes de toutes tailles qui ont élaboré des projets, on a donc assisté, au moins dans l'intention, à une généralisation des éco-quartiers.

Dans un deuxième temps, les villes ont voulu changer d'échelle et généraliser certaines innovations et bonnes pratiques à l'ensemble de l'agglomération. Cette massification des éco-quartiers est un phénomène typiquement français. Lors du dernier appel à manifestation d'intérêts, 400 réponses ont été reçues de villes et d'intercommunalités, avec parfois des projets très intéressants et très intégrés !

En même temps, cette centralisation typiquement française complexifie aussi certaines initiatives en matière de ville durable, notamment en matière d'énergie. C'est ce qui explique que nos plans climats se soient développés avec un certain retard en comparaison des pays du Nord de l'Europe, qui disposent d'une plus grande marge de manœuvre pour recourir aux énergies renouvelables par exemple. En France, la ville ne peut agir que sur une partie infirme de sa production d'énergie.

Certaines caractéristiques sont-elles particulièrement liées à l'histoire française ?

En effet, la France se distingue également par son expérience en matière de rénovation du patrimoine existant, sur lequel nous avons développé des savoir-faire certainement exportables. Au niveau national, les architectes des bâtiments de France s'assouplissent face aux enjeux.

Enfin, sur d'anciens bassins miniers et plus généralement des zones en déclin, on a su développer une véritable intelligence de la sobriété. Mais dans ces endroits frappés par le chômage, une santé dégradée et un vote extrémiste, le véritable enjeu c'est surtout de redonner confiance et espoir à la population, de faire en sorte que les habitants ressentent de la fierté et une forme de reconnaissance envers leur ville.

Les initiatives menées en matière de développement durable permettent de dynamiser les acteurs, de créer des partenariats public/privé, de faire de ces régions des territoires d'excellence qui, par effet miroir, entraînent la population dans une dynamique positive.

Quels sont les principaux défis qui restent à surmonter en matière de ville durable ?

En dehors des éco-quartiers neufs, il reste du travail à faire sur l'existant, le financement de la rénovation thermique, des patrimoines particuliers à réconcilier avec une réhabilitation nécessaire ou avec l'intégration d'énergies renouvelables...Il faut aussi associer de plus près la population à la fabrique urbaine. On constate qu'en permettant davantage aux citoyens d'aménager certains biens communs, tels que des jardins ou des pieds d'immeubles, ils sont prêts à se mobiliser.

Mais en France, une frontière bien tracée entre espaces public et privé rend difficiles ces projets d'auto-réhabilitation, alors qu'ils permettent de réaliser de la rénovation à coût zéro. En outre, ils comportent une forte composante sociale, comme l'ont démontré les opérations menées aux Pays-Bas par exemple.

Propos recueillis par Dominique Pialot, journaliste indépendante, rédactrice en chef du Grand Reportage.

